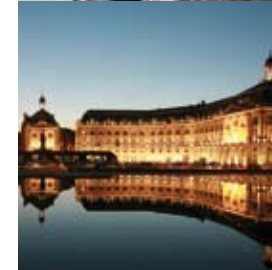


■ Développement économique

L'attractivité et la compétitivité sont, plus que jamais, au cœur de l'actualité des territoires. Le haut débit joue un rôle essentiel dans le maintien et le développement d'une activité économique durable. Il favorise à la fois la promotion des patrimoines locaux, l'essor d'un commerce électronique sans frontières, ouvert sur le monde, ainsi que l'émergence de réseaux d'entreprises locaux ou étendus. Parallèlement, la diffusion croissante des outils de télétravail et des modèles d'organisation collaborative renforce l'attrait de chaque entité géographique.

paroles
d'élus



Marchés sur la place publique



Porteur du projet Commune de Marmande
 Population 17 674 habitants
 Contexte territorial Placée de part et d'autre de la Garonne, sous-préfecture qui a conservé au fil des siècles son caractère agricole
 Contact 05 53 93 47 93
 Site www.mairie-marmande.fr



En toute transparence... Depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code des marchés publics, en 2001, beaucoup de choses ont changé pour les acheteurs, comme pour les opérateurs économiques. La ville de Marmande a, pour sa part, créé sur son site Internet, **un portail entièrement consacré aux marchés publics**, consultable par tous les acteurs concernés (riverains, agents de la collectivité, entreprises de BTP, cabinets d'études, etc.).

Cette démarche, qui s'inscrit dans le cadre du développement de "l'e-administration", a pour objectif, d'ici à 2010, d'inciter les opérateurs économiques à consulter régulièrement le portail des marchés publics, à télécharger les cahiers des charges, puis à remettre leurs offres par voie électronique.

Toute reproduction du présent ouvrage, totale ou partielle, quel que soit le support, est strictement interdite



Utiliser les TIC, c'est pour nous respecter l'égalité des entreprises face à la commande publique. C'est assurer une transparence des décisions prises et contribuer au développement économique en faisant gagner du temps aux entreprises."



Gérard Gouzes, maire de Marmande, président de la communauté de communes du Val-de-Garonne



Enjeux ■ En facilitant l'accès à toutes les consultations de marchés publics et aux dossiers correspondants, la ville de Marmande a souhaité respecter les règles du **nouveau Code des marchés publics**, c'est-à-dire l'égalité des candidats devant la commande publique. Technologiquement bien dotée (câble, ADSL, fibre optique, boucle locale radio), la ville a logiquement privilégié les TIC pour cette nouvelle forme d'assistance économique.

Mise en œuvre ■ Amorcée dès 2003 et opérationnelle en 2005, la **dématérialisation des procédures**

des marchés publics a été effective avec la mise en œuvre d'une plateforme paramétrée (avis d'appel à la concurrence, avis d'attribution et dossiers de consultation, assistance documentaire). Une fois la formation des agents achevée, en 2006, différentes démonstrations ont familiarisé les entreprises locales au principe de dématérialisation. Tout au long de ce processus d'appropriation, la ville a travaillé avec le concours de la Chambre de commerce et d'industrie, de l'Agence de développement économique, ainsi que du cabinet Eurogiciel.



Bilan et perspectives ■ Outre le gain de temps et l'élargissement de la concurrence, **la dématérialisation génère d'importantes économies** (reprographie, courrier, etc.). Le portail fonctionne aujourd'hui avec un coût de 10 000 € par an. Avec 200 dossiers téléchargés en 2006, l'expérience est pour l'heure réussie, même s'il faudra à l'avenir inciter les opérateurs économiques à remettre leurs offres par voie électronique. À terme, toute commande comprise entre 4 000 et 30 000 € hors taxes devrait faire l'objet au minimum d'une publicité sur le site Internet de la ville.

CCI en direct



Porteur du projet Chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux et sa délégation Haute-Gironde (territoire de 65 communes)
Population 76 000 habitants
Contact 05 56 79 50 20
jjarrieu@bordeaux.cci.fr
Site www.bordeaux.cci.fr



Grâce au Point Visio Public (PVP), installé à la délégation de Blaye de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Gironde par France Télécom, les chefs d'entreprises de Haute-Gironde, mais aussi les créateurs ou les repreneurs, peuvent désormais éviter un trajet vers Bordeaux et **procéder à distance à toutes les formalités** ou dialoguer avec les conseillers : création d'entreprise, modification des statuts, cessation d'activité ou formalités à l'export, autant de démarches qui leur sont accessibles sans avoir à se déplacer.

Dialogue en direct avec visualisation de son interlocuteur à Bordeaux, transmission rapide de documents : l'aménagement d'un Point Visio Public (avec écran, scanner, caméra et imprimante) est une première en Aquitaine.



Le Point Visio Public permet aux entreprises de Haute-Gironde de rencontrer les conseillers de la CCI en évitant des déplacements à Bordeaux. Simple à utiliser, convivial, il permet de dialoguer et d'échanger en temps réel les documents nécessaires aux formalités.”



Laurent Courbu, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux

Toute reproduction du présent ouvrage, totale ou partielle, quel que soit le support, est strictement interdite



Enjeux ■ La Haute-Gironde, territoire rural très marqué par la viticulture, la sylviculture et les cultures maraîchères, est en plein développement. Mais elle reste encore trop enclavée et isolée. C'est pourquoi la CCI a décidé d'aménager, dans son antenne de Blaye, un Point Visio Public pour mettre les chefs d'entreprise du registre du commerce de Haute-Gironde (dont 170 nouvelles entreprises) en relation avec Bordeaux grâce au réseau haut débit.

Mise en œuvre ■ La direction des entreprises de la CCI avait apprécié les avantages du PVP lors d'une présentation à l'échangeur Bordeaux-Aquitaine, lequel a subventionné, avec le conseil régional, cette opération pour **promouvoir les usages haut débit en Haute-Gironde,**

zone prioritaire d'Aquitaine sur ce thème. La borne, qui est opérationnelle depuis janvier 2007, a demandé un investissement total de 46 000 €. Elle nécessite la présence de deux conseillers (un à Bordeaux, un à Blaye) pendant deux demi-journées par semaine.

Bilan et perspectives ■ Une quarantaine de formalités ont été traitées depuis l'ouverture, avec un gain appréciable de temps et d'efficacité. Quant aux utilisateurs, ils ont beaucoup apprécié le fait de ne pas avoir à se déplacer, tout en bénéficiant de l'appui en direct d'un conseiller, et **la simplicité d'utilisation du PVP** : un simple écran pour un contact "les yeux dans les yeux", un scanner et une imprimante. La CCI a équipé la borne d'une photocopieuse pour mieux répondre à la transmission de documents plus volumineux que prévu. À l'avenir, la délégation souhaite développer le principe de rendez-vous personnalisés et réfléchit au partage de cet équipement avec ses différents partenaires sociaux et fiscaux (Urssaf, RSI, Trésor Public, etc.). Et, à terme, la CCI souhaiterait déployer ce type de borne sur les autres délégations de son territoire (Arcachon, Langon).



Le numérique fait des bulles



Le Salon de l'Internet et du numérique d'Épernay-Pays-de-Champagne se veut, pour sa deuxième édition, à la fois vitrine des savoir-faire, produits et logiciels de ses exposants, et parcours initiatique d'Internet et du numérique, pour ses visiteurs. Ou comment **dynamiser et vulgariser la pratique des TIC** auprès des acteurs économiques du cru, dans une région-clé de l'Europe, située à une heure de Paris, à deux de Luxembourg et à trois de Bruxelles et Strasbourg.



Porteur du projet Communauté de communes Épernay-Pays-de-Champagne (13 communes)
Population 38 000 habitants
Contexte territorial Territoire marqué par la présence d'un vignoble qui produit un vin unique au monde
Contact 03 26 56 47 10
Site www.ccepc.fr



Le Salon de l'Internet et du numérique, organisé par la communauté de communes Épernay-Pays-de-Champagne, doit permettre aux dirigeants de notre territoire de bénéficier de l'ensemble des informations, conseils et outils, permettant de mieux maîtriser l'avenir de leur entreprise.”



Michel Boulonnais, président de la communauté de communes Épernay-Pays-de-Champagne

Toute reproduction du présent ouvrage, totale ou partielle, quel que soit le support, est strictement interdite

■ La notoriété du vin de Champagne (290 millions de bouteilles vendues dans le monde en 2005) rejaillit sur tout le territoire. Notamment sur le tourisme, avec 500 000 visiteurs par an. Et sur un secteur des services en pleine expansion, qui génère 54,9 % du PIB régional.

Enjeux ■ Les pieds dans le terroir et dans la tradition viti-vinicole – avec modération – les responsables de la communauté de communes d'Épernay-Pays-de-Champagne (CCEPC) n'en ont pas moins la tête dans la modernité et la volonté de vulgariser les technologies de l'information et de la communication



auprès des acteurs économiques. D'où l'organisation de ce salon professionnel, **lieu de rencontres et d'échanges d'expériences** dans le domaine des TIC, mais aussi vecteur d'information pour les chefs d'entreprises de la région.

Mise en œuvre ■ En novembre 2006, la communauté de communes a initié la

première édition d'un salon consacré à Internet et à **l'intelligence économique**. L'occasion de rassembler de nombreux partenaires institutionnels (conseil régional, chambre de commerce et d'industrie, Caisse des dépôts, CCEPC, Radio France, France 3 Région Champagne...) et privés (prestataires spécialisés) pour l'accompagner dans l'organisation, les 5 et 6 décembre 2007, du 2^e Salon de l'Internet et du numérique. Côté moyens, le budget global relatif à l'organisation de ce salon (80 000 €) est couvert par la commercialisation de stands et la participation financière de certains partenaires.

Bilan et perspectives ■ Les organisateurs du 2^e salon consacré à Internet, au numérique et à l'intelligence économique, se sont fixés plusieurs objectifs : la présence d'un nombre d'exposants suffisamment représentatif du marché d'Internet, un panel riche de visiteurs, le développement de rencontres et d'échanges entre les exposants, des conférences-débats de niveau professionnel, ainsi qu'une large utilisation des espaces d'animation. De quoi préparer la troisième édition de ce salon, prévue pour la fin de l'année 2008, en toute sérénité.



Une pépinière pour l'innovation



Porteur du projet Conseil régional d'Ile-de-France
 Population 11,3 millions d'habitants
 Contexte territorial 2 % du territoire national, dont 80 % d'espaces naturels ou agricoles
 Contact 01 53 85 66 66
 Site www.iledefrance.fr



“La Cantine” est un lieu conçu pour accueillir des porteurs d’innovations dans le domaine du numérique, d’Internet et du web, pour renforcer l’attractivité de Paris et de la région parisienne. Installée passage des Panoramas dans le II^e arrondissement, elle a pour vocation de **devenir le lieu de référence de l’innovation numérique en Ile-de-France** ; d’offrir aussi un lieu de rendez-vous informel aux start-up et aux indépendants ; enfin, de favoriser l’innovation collaborative au cœur de la vague du Web2.0. Le projet, porté par l’association des start-up parisiennes Silicon Sentier, est soutenu par la région Ile-de-France, la mairie de Paris, le pôle de compétitivité Cap Digital et Orange Labs.

L’ambition de “la Cantine” : devenir un “troisième lieu”, – ni domicile, ni bureau dans l’entreprise –, le centre de référence pour la création et l’innovation numérique en Ile-de-France. Un espace ouvert aux débats et aux rencontres informelles.



L’Ile-de-France se dote d’un lieu dont la vocation est d’être le point de rencontre des acteurs du Web2.0 français.”



Jean-Paul Huchon, président du conseil régional d’Ile-de-France

Toute reproduction du présent ouvrage, totale ou partielle, quel que soit le support, est strictement interdite



Enjeux ■ Parce que Paris héberge – donnée mal connue et peu valorisée – quelques-unes des pépites du Web2.0 (Dailymotion, Netvibes), l’idée a germé d’ouvrir au public un lieu avec l’ambition de devenir **le centre de référence pour la création et l’innovation numérique en Ile-de-France**. Le projet, qui a été lancé en septembre 2007, est en gestation depuis près d’un an, dans le sillage des rencontres qui se multiplient depuis la vague du Web2.0 : Barcamps (conférences informelles dont le programme est élaboré par les participants eux-mêmes), Mobiles Mondays (mini conférences présentant des innovations dans les mobiles, etc.).

Mise en œuvre ■ “La Cantine” accueillera quatre types d’activités : un lieu de rencontre de type café Wifi ; un espace de “coworking” d’accès payant pour des indépendants ou des start-up qui souhaitent travailler quelques heures ou quelques jours ; un lieu de résidence pour le “Silicon Sentier”, la Fing (Fondation Internet nouvelle génération) et d’autres structures au cœur d’Internet à Paris ; enfin, un lieu d’accueil d’initiatives et d’animations destinées à l’écosystème des start-up et de l’économie numérique en Ile-de-France (réunion d’acteurs du logiciel libre, barcamps, etc.). L’investissement prévu est de 200 à 250 000 €, pour un budget annuel autour de 200 000 € (avec contribution de fonds européens).



Bilan et perspectives ■ Le projet “la Cantine” concerne d’abord le II^e arrondissement de Paris où se déroule actuellement **l’expérimentation d’un “quartier numérique”** avec le déploiement de hot-spots Wifi, de fibre optique et le développement de nouveaux usages. À terme, “la Cantine” aura un impact sur tout Paris et sa région : ce concept pourra servir à des animations dans d’autres lieux en Ile-de-France et sur le territoire national.

Premier quartier zéro CO₂



Porteur du projet Commune de Narbonne
Population 50 100 habitants
Contexte territorial A un carrefour autoroutier et ferroviaire à forte activité touristique, tertiaire et viticole
Contact 04 68 90 30 68
 maire@mairie-narbonne.fr
Site www.mairie-narbonne.fr



Premier quartier durable “zéro CO₂” en France, le quartier du Théâtre à Narbonne, qui comptera 650 logements sur 13 hectares, **n'émettra pas de gaz à effet de serre**. Sans voiture, le quartier n'utilisera que des énergies renouvelables, les bâtiments consommant 15 kWh par mètre carré et par an pour le chauffage, soit 80 % de moins qu'un bâtiment classique. De plus, il sera équipé d'un système automatique d'évacuation des ordures ménagères, unique en France. L'usage des TIC favorisera les gestes éco-citoyens, tels que le commerce en ligne ou le covoiturage. Ce projet a déjà encouragé le lancement de deux nouveaux quartiers écologiques.



www.mairie-narbonne.fr

Le quartier durable “zéro CO₂” a mis à jour des solutions environnementales performantes qui peuvent être généralisées rapidement à toute la ville. Une expérimentation exemplaire à reproduire !



En matière de développement durable, on se doit d'agir localement, car l'avenir de nos enfants nous engage en changeant d'habitudes et d'attitudes.”



Michel Moynier, maire de Narbonne

Toute reproduction du présent ouvrage, totale ou partielle, quel que soit le support, est strictement interdite



Enjeux ■ Ville pilote en matière de développement durable, Narbonne a déjà été récompensée par le prix des Éco-Maires en 2005 et les Rubans du développement durable en 2006. Pour les habitants, le projet du quartier “zéro CO₂”, qui a nécessité un diagnostic sur 17 mois, contribue à **réduire la facture énergétique** et élimine les nuisances sonores et olfactives, en particulier grâce à l'évacuation automatique et silencieuse des ordures ménagères. Sans compter les bénéfices en termes de qualité de l'air. Les solutions écologiques expérimentées devraient être progressivement étendues à l'ensemble de la ville.

Mise en œuvre ■ Le projet a été conçu grâce à des partenariats public/privé. Par ailleurs, un partenariat entre la ville et le groupe France Télécom est en cours de concrétisation. Bien dans l'esprit “quartier durable”, il repose sur des **services de consultation et de suivi des consommations** des différentes énergies (eau, gaz, électricité) et des données environnementales du quartier HQE (bruit, pollution, météo...). Orange serait en charge d'assurer l'ingénierie, le déploiement et la maintenance de l'infrastructure de collecte. Le budget du projet “zéro CO₂” s'élève à 20,1 millions d'€ hors taxes, hors coût de construction.



Bilan et perspectives ■ Ce projet, dont le lancement était prévu en septembre 2007, a nécessité trois ans de gestation et un travail interdisciplinaire important. Il intéresse fortement les habitants : 900 personnes ont assisté à sa présentation. Non seulement les **nouvelles pratiques seront étendues à toute la ville**, mais deux autres quartiers durables seront créés d'ici à 2008 : un quartier transgénérationnel dont la crèche “zéro énergie fossile” et la réhabilitation de logements sociaux en 2008 en utilisant les standards de développement du quartier durable du Théâtre.

Un site communal pour l'emploi



Porteur du projet Commune d'Eguilles
 Nombre d'habitants 7 600 habitants
 Contexte territorial A 10 kilomètres
 d'Aix-en-Provence, entourée d'espaces boisés et
 de terres agricoles avec un pôle d'activités prospère
 Contact Tél. : 04 42 92 40 61
 Site www.eguilles.fr



Une rubrique Emploi sur le site Internet municipal !

Face au succès rencontré par son site, avec plus de 14 000 visites par mois, la commune a souhaité aller plus loin... La nouvelle rubrique, très simple d'accès, s'adresse à la fois aux demandeurs d'emploi et aux employeurs de la région qu'il s'agisse d'entreprises, d'artisans ou de commerçants. Une page est consacrée à la saisie et au dépôt des CV, une autre récapitule les postes demandés, une dernière présente la liste des offres d'emplois. Le site préserve la confidentialité des données, car **les échanges et la diffusion des CV** s'effectuent sous le contrôle du bureau Emploi de la mairie.



www.eguilles.fr

La mise en ligne du site municipal en 2002 sous une forme très évolutive favorise l'adaptation aux besoins et aux usages des administrés. Comme le prouve la nouvelle rubrique Emploi !



Travailler au pays..., un objectif économique et social bien souvent difficile à atteindre. Afin de tenter d'y parvenir, notre commune se devait de mettre au service de ses administrés ce nouvel outil d'aide à la recherche d'emploi.”



Robert Dagnone,
maire d'Eguilles

Enjeux ■ Service supplémentaire en ligne, la rubrique Emploi du site Internet améliore l'efficacité de la démarche de développement économique engagée par la municipalité. En effet, la cellule Emploi de la mairie a déjà établi un partenariat fort avec l'association des entreprises du pôle d'activités, le Plan local pour l'insertion



et l'emploi (Plie) et l'ANPE. **La rubrique Emploi en ligne** élargit encore le public bénéficiaire. Pour les demandeurs d'emploi, il s'agit d'optimiser leurs recherches sans se déplacer et d'être informés en temps réel des diverses évolutions du marché du travail local.

Mise en œuvre ■ Après une analyse des besoins, le projet de réaliser la rubrique Emploi sur le site municipal a démarré en mars 2005. Les études ont été conduites par l' élu en charge des TIC avec la participation du prestataire Answeb, développeur du site mis en ligne en 2002. Le site est évolutif, ce qui a facilité l'intégration de la nouvelle rubrique. L'investissement est de 1 300 € hors taxes, financé par le budget municipal. Après une formation, l'agent de la cellule Emploi à la mairie est désormais responsable de la gestion des données.

Bilan et perspectives ■ Le succès du site Internet d'Eguilles a été un atout pour **obtenir une bonne fréquentation** de la rubrique Emploi dès sa mise en ligne avec une moyenne de 110 visites par mois. Le projet est donc une réussite, d'autant qu'il n'a nécessité aucune création de poste et que l'agent en charge de la cellule municipale Emploi maîtrise complètement l'outil. À l'avenir, la commune souhaite réaliser un audit afin de faire un suivi de la rubrique en ligne et de la cellule Emploi de la mairie.



Un seul SIG pour le département



Porteur du projet Association GéoVendée
Population 540 000 habitants
Contexte territorial Département rural avec un secteur d'activité économique très dynamique et varié
Contact 02 51 44 10 29 – geovendee@cdg85.fr
Site www.cdg85.fr



Centre de ressources des données géographiques, Géo Vendée fournit à toutes les collectivités du département des services d'information géographique. Cette association, fondée, entre autres, par l'Association des maires de Vendée, constitue et met à jour **une banque de données territoriales**. Sur demande, elle fournit un plan cadastral numérique, une photographie aérienne, toutes données d'urbanisme, de sécurité ou de réseaux (assainissement, eau potable, électricité ou gaz). Géo Vendée assure en outre la formation des élus, des agents et des partenaires, ainsi que l'animation du réseau.



www.cdg85.fr/pages/sig

■ **À l'échelle du département, Géo Vendée rend un service de qualité en homogénéisant les informations géographiques (cadastre, réseaux, photographies aériennes) sans entraver la liberté d'action des collectivités.**



Géo Vendée est né de la volonté d'offrir à tous les maires du département un système d'information géographique. La cohérence des données et le calage géographique, qui couvre la totalité du territoire de la Vendée, permettent de développer des applications métiers nombreuses et donnent aux élus une meilleure qualité d'analyse et de prise de décision.



Dominique Caillaud, maire de Saint-Florent-des-Bois, président du groupe TIC de l'Association des maires de France, député de Vendée



Enjeux ■ Dès 1994, la Vendée a envisagé une information géographique du département cohérente, homogène et facile d'utilisation. En mutualisant les compétences, Géo Vendée favorise un développement pertinent et durable des usages des systèmes d'information géographique **au service de l'aménagement du territoire**. Un interlocuteur unique à la compétence reconnue répond aux besoins des collectivités territoriales de toutes tailles, des services de l'État, du secteur privé et du grand public. Géo Vendée offre des données numériques à jour et de qualité, tout en dégageant de considérables économies financières.

Mise en œuvre ■ Lancé le 1^{er} mars 2006, Géo Vendée s'inscrit dans le prolongement du projet Virgil (Vendée informatisation des réseaux, de la géographie et des informations locales). Porté politiquement par l'Association départementale des maires, le projet Géo Vendée repose sur des conventions de mise à disposition de services, signées avec les partenaires. Le budget total pour 2007 s'élève à 300 000 €, financé pour 10 % par les subventions des membres fondateurs, 40 % par les partenaires, 15 % par les prestations de services et 35 % par l'acquisition de bases de données.

Bilan et perspectives ■ Géo Vendée est le résultat d'une coopération exemplaire entre tous les acteurs. Grâce à un engagement politique fort, le bilan est très positif en termes d'**appropriation des outils d'information géographique** et de développement des usages. La confiance en un interlocuteur unique repose sur ses compétences techniques solides et reconnues. Pour élargir encore l'éventail des bénéficiaires et rendre accessible une information à jour et de qualité, toutes les données seront bientôt mises en ligne sur Internet.





La SalleTec répond parfaitement aux objectifs que la communauté de communes Loches Développement

s'est fixé en matière d'emploi et de développement économique. Cette salle multimédia, mise en place par France Télécom en 2005, avec comme prestataires externes Cisco et Activevo, offre un équipement complet aux entreprises : centre de ressources, salle de formation informatique et centre d'appels. Climatisée et équipée des dernières technologies, la SalleTec correspond parfaitement à toutes les activités que l'on peut exiger d'un centre d'appels.

Doté du Wifi et de la téléphonie sur IP, le centre d'appels a pu accueillir jusqu'à 24 personnes pour des formations aux métiers de la relation clients à distance. Pour les stagiaires comme pour les formateurs, grâce aux TIC – et notamment à la technologie sans fil qui rend l'espace de travail entièrement modulable et convivial – la SalleTec a révélé ses multiples avantages.

Évidemment, ce produit nécessite, pour une utilisation optimale, un transfert de compétences conséquent. Et un soutien commercial s'avère indispensable pour mettre en valeur ses nombreuses



qualités techniques, avec un bon contrat de maintenance et un bon contrat de services. Mais il faut constater que la SalleTec, qui a accueilli la journée nationale 2005 des Métiers de la relation clients à distance, a su s'adapter aux besoins des différents clients (organismes de formation, entreprises, call center), comme l'Arpec, le Greta ou la chambre des métiers et de l'artisanat.

Pour être encore plus performant, on pourrait suggérer de lui adjoindre une assistance à maître d'ouvrage qui engloberait à la fois un soutien commercial, un contrat de maintenance, un contrat de service, afin de pouvoir maîtriser l'ensemble des technologies que comporte ce projet. Mais, grâce au Wifi et à la téléphonie sur IP, Loches Développement possède un espace de formation de haute qualité, facilement modulable et d'un grand confort d'utilisation."

Olivier Venault,
responsable développement
économique et chargé de projets
TIC au sein de Loches Développement

Paroles d'élus, édition 2006, p. 22



Loches Développement
Centre d'appels sur IP au service de l'emploi



À tous les niveaux, le Gers se mobilise pour la réussite de l'action Soho-Solo, unique en France,

lancée en 2001 dans un territoire rural
et jugée prioritaire en matière
de développement économique.

Accueillir et installer en milieu rural
des nouvelles populations d'actifs
qui recherchent notre cadre de vie
— nous les appelons des Solos —
est une démarche qui se prépare
et s'organise. Il faut constituer une offre
d'accueil complète, puis informer, grâce
à un site Internet, les Solos des services
dont ils pourront bénéficier quand ils
seront installés chez nous avec leurs
familles : hébergement, haut débit Internet,
téléphonie mobile...

Le CEEI Gers Gascoigne (Centre européen
d'entreprise et d'innovation regroupant
la CCI du Gers, le conseil général et
plusieurs communautés de communes)
a sélectionné et accompagné un groupe
d'une trentaine de communes rurales
gersoises décidées à s'investir dans
l'accueil des Solos : mise en place d'un
comité local d'accueil, création d'un guide
d'accueil, recensement des opportunités
et potentialités d'accueil, amélioration
de la couverture Internet en haut débit...
Ce projet incite ainsi un territoire rural à
allier tradition et modernité, à faire évoluer



les comportements et réflexes des élus.
Plus de 200 acteurs locaux sont mobilisés
et s'investissent dans cette action.
Le travail collaboratif, qui s'est mis
en place au niveau de tous les acteurs
de l'économie rurale, est exemplaire.
Dans le Gers, une véritable équipe Solo
est en place, avec les services de l'État
associés.

À noter, en novembre 2007, la création
du site Internet de promotion et de
prospection : www.soho-solo-gers.com.
La finalité est d'aider à s'installer 500
à 1 000 nouveaux Solos dans le Gers
à l'horizon 2011. Pour un département
rural comme le Gers, qui a vécu la
désertification et le déclin démographique
depuis des dizaines d'années, cette
nouvelle fonction de territoire d'accueil
est à la fois une opportunité et un
challenge majeur. Le projet Soho-Solo
doit participer à ce défi du Gers de
l'innovation et du mouvement dans les
têtes et dans les actes quotidiens. Sa
réussite démontrera que des initiatives de
développement économique ambitieuses,
expérimentées méthodiquement, ont
de l'avenir en milieu rural.

Jean-Michel Justumus,
directeur du Centre européen
d'entreprise et d'innovation du Gers
Gascoigne (CEEI)

Paroles d'élus, édition 2005, p. 60



Chambre de commerce et d'industrie
Bienvenue aux e-entrepreneurs européens